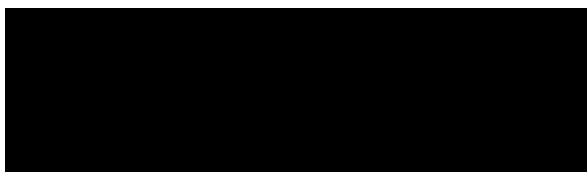


PAR COURRIEL

Québec, le 29 février 2024



Numéro de dossier : 2402028-419

Madame,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue en date de la demande du 12 février 2024 visant à obtenir copie de toute compilation des achats effectués sur Amazon pour le ministère de la Culture et des Communications, permettant de connaître les objets achetés, leur quantité et leur coût, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023, ainsi que tous les reçus pour les achats effectués sur Amazon pour la même période.

Nous avons procédé à l'examen de votre demande.

À noter que nous ne détenons pas de compilation des achats effectués sur Amazon entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023.

Vous trouverez jointes à la présente lettre des copies des documents visés que nous détenons et qui peuvent vous être communiqués.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après Loi sur l'accès, certaines parties de documents ne vous sont pas communiquées parce qu'elles contiennent des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la Loi sur l'accès. Nous nous appuyons pour ce faire sur les articles suivants :

- L'article 53 qui précise que les renseignements personnels sont confidentiels.

... 2

- L'article 54 qui précise que dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent directement ou indirectement de l'identifier.
- L'article 59 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos meilleures salutations.

L'équipe de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,

p. j.